

**NOMBREUSES ABSENCES AU SOMMET DE L'ICSO**

# Rupture ou simple décantation ?

**Au sein de l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition, on préfère parler d'«épuration» et de «décantation» plutôt que de «rupture» en son sein, contrairement à ce que d'aucuns soutiennent.**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - C'est un membre d'un parti membre de l'Instance qui nous l'affirmait, hier, au sortir de la réunion de l'Icso, tenue au siège national du MSP. Un conclave boudé par nombre de ses membres, des défections dont le président du MSP a tenu à diminuer de l'ampleur et de l'impact sur la cohésion de l'Instance puisque, selon lui, les directions du FJD, de Nahda et d'El Binaa ont justifié leur absence par leurs «agendas chargés», occupés qu'ils sont dans leur projet de fusion.

Pour Abderrezak Mokri, l'Icso est un «acquis et demeurera ce cadre de concertation» pour l'opposition nationale et dont les membres, indépendamment de leurs positions à l'égard des prochaines échéances électorales, à commencer par les législatives du printemps de l'année en cours, ne

perdent pas de vue l'objectif stratégique, celui d'une transition démocratique négociée. Et d'annoncer que le prochain sommet de l'Instance se tiendra au siège du parti d'El Fadjr el Djadid, après les prochaines élections législatives.

Le conclave d'hier auquel ont pris part les présidents du MPS, du RCD, d'El Fadjr el Djadid, d'El Islah, d'un représentant du parti des Avant-gardes des libertés aux côtés de l'ancien ministre de la Communication, Abdelaziz Rahabi, et de l'ancien chef de gouvernement Ahmed Benbitour, n'a pas abordé la question des prochaines élections législatives, puisque, comme tiendra à le préciser Mokri, la question «n'est pas du ressort de l'Instance qui a bien laissé le libre choix à ses membres de se définir». Ceci quoique le président du MSP eût annoncé, dans l'entre-

tien qu'il nous a accordé samedi dernier, qu'il allait proposer aux présents à cette réunion de débattre de la possibilité d'un travail de coordination en matière de surveillance de ces élections, ne voyant pas de raison à ce que les boycotteurs de ce scrutin ne s'y mettent pas. Une sortie qui n'a pas plu à des membres de l'Icso parmi les absents qui y ont vu une manière «d'impliquer indirectement les partis dans une opération électorale qu'ils boudent, voire d'y entraîner l'Icso».

C'est, d'ailleurs, ce que soutient l'ex-premier secrétaire national du FFS et promoteur de l'Union démocratique et sociale (UDS) en attente d'agrément, pour qui les participants parmi les membres de l'Icso aux prochaines élections législatives tentent d'entraîner l'Instance dans leur logique électoraliste. «Ils n'ont plus le droit d'agir au nom de l'Instance», tonnera Karim Tabou.

Et dans le communiqué ayant sanctionné les travaux de ce



Un conclave boudé par nombre de ses membres.

conclave, les membres de l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition, outre de réitérer que l'Instance «n'avait pas à se positionner comme telle par rapport aux élections, chacun de ses membres ayant sa «souveraineté» pour ce faire, soutiennent qu'ils poursuivront leur «travail commun qui réunit les composantes de la classe politique pour le traitement de la crise actuelle au service du pays pour la défense des aspira-

tions du peuple». Ils dénoncent, par ailleurs, les déclarations officielles qui «rétrécissent la place pour l'avis contraire et interdit aux partis boycotteurs d'exprimer leurs avis» et expriment leurs préoccupations quant aux «menaces sociales, touchant de larges pans de la population et dues aux «fausses politiques du pouvoir en place et dont l'Instance a eu à avertir à maintes reprises».

M. K.

Photo : Samir Sid

## LA COUR SUPRÊME RENVOIE DE NOUVEAU L'AFFAIRE DEVANT LES ASSISES

# 26 ans après, l'affaire Enapal revient devant les juges

**Vingt-six après, Hassaïne Zemmouri, l'ancien P-dg de l'ex-Enapal, sera de nouveau jugé. Le procès est prévu pour aujourd'hui, au niveau de la cinquième chambre criminelle, relevant de la cour d'Alger. Et pourtant, en 2004, la même instance judiciaire avait prononcé en sa faveur l'acquittement.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Une première dans les annales de la justice algérienne. Une affaire datant de 1991 est de nouveau devant les juges. Elle est renvoyée devant les assises suite à l'appel en cassation introduit par l'accusation devant la Cour suprême. Le principal mis en cause est l'ancien P-dg de l'ex-Enapal, en l'occurrence M. Hassaïne Zemmouri, poursuivi dans l'affaire Unishipping.

Le mis en cause était maintenu en détention provisoire durant six ans et demi, soit de 1991 à 1997, à la maison d'arrêt de Serkadji. Il sera jugé une première fois en 1997, une deuxième en 1999 et une troisième fois en 2003, puis condamné à 10, 5 et 3 ans de prison ferme, pour les chefs d'inculpation de «passation de contrats contraire à la législation et dilapidation de deniers publics».

En 2004, l'affaire est rejugée. L'ex-P-dg est lavé de tous les chefs d'inculpation. Il recouvre pleinement sa liberté. Rebondissement dans l'affaire : treize ans après, soit en janvier 2017, l'affaire est de nouveau programmée en criminelle. Aujourd'hui, l'ancien P-dg de l'ex-Enapal, accompagné de son avocat, M<sup>e</sup> Mustapha Bouchachi, répondra des chefs d'inculpation contenus dans l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation.

Récit d'une affaire. «J'ai reçu des instructions pour signer avec Unishipping»

1990. Hassaïne Zemmouri, qui se trouvait au Canada pour le compte d'une firme internationale spécialisée dans le commerce extérieur, est approché par le ministre de l'Economie de l'époque, qui lui demande de «prendre la direction générale de l'Enapal, ex-Onaco, et éviter une catastrophe sociale». «Nous sommes en mai 1990, soit plus d'une année après les événements d'Octobre 1988. Il fallait assurer le pain et le lait aux Algériens et éviter ainsi que d'autres explosions sociales voient le jour. M. Zemmouri n'a pas hésité à répondre à l'appel de la patrie et engager le défi. Il a réussi son pari. Mais sa récompense était tout autre : il a été poursuivi en justice et placé en détention provisoire durant six années et demie pour avoir fait gagner à l'Algérie plus de cinq millions de dollars par an», avait plaidé l'avocat de la défense, lors du procès de 2004.

En effet, la première mesure prise par l'ex- P-dg de l'Enapal consistait à revisiter les termes du contrat de transport des produits alimentaires assurés par son entreprise. «J'ai reçu des instructions du ministre de l'Economie de l'époque pour signer un contrat de transport avec l'entreprise Unishipping,

pour créer un climat de concurrence avec les autres entreprises de transport maritime de marchandises. Les négociations engagées avec l'entreprise française ont abouti à la conclusion d'un contrat portant une réduction de 37 dollars la tonne sur le prix appliqué par la Cnan», explique, pour sa part, le prévenu. En effet, le contrat stipule que «le transport du lait et de la farine lactée du port d'Anvers vers celui d'Alger est de 103 dollars la tonne», alors que, jusque-là, le transport était assuré par la Cnan pour 140 dollars la tonne, «avec soustraction pour d'autres compagnies étrangères».

**«Si j'ai causé le moindre préjudice à mon pays, je suis prêt à payer»**

Les propos tenus par Zemmouri lors du procès de 2004 avaient été soutenus publiquement seize ans avant par le directeur général de l'entreprise française en question. Ce dernier, dans un communiqué rendu public le 22 novembre, avait indiqué que «le choix de notre entreprise pour le transport s'est fait en conformité avec la réglementation en vigueur. Nous avons été consultés au même titre que les autres armateurs et opérateurs sur le marché. (...) Nous avons fait économiser à l'Enapal la somme de 37 USD X 150 000 t, soit 5,5 millions de dollars. Le transport du lait était inférieur de 37 dollars par rapport à celui de la concurrence». «Il faut que toute la lumière soit faite sur cette affaire. Si dans ce dossier,

il y a le moindre soupçon prouvant mon accusation, je suis prêt à payer. A chaque fois, c'est moi-même qui introduisais une cassation au niveau de la Cour suprême pour réviser mon procès. Je n'ai rien fait de mal pour subir toute cette situation. Peut-être mon seul tort est d'avoir respecté la réglementation et avoir répondu à l'appel de mon pays», avait souligné le mis en cause.

La plaidoirie de l'avocat de la défense était l'autre moment fort de ce procès. S'adressant aux membres du jury, M<sup>e</sup> Mustapha Bouchachi remonte dans le temps et resitue l'affaire dans son époque. Il rappelle le tapage médiatique qui a suivi la nomination de Hamrouche à la tête de l'exécutif, la chute de son gouvernement et l'affaire ACT. Et à chaque fois, il rappelle les six années de détention préventive passées par son client à la prison de Serkadji. «Pourquoi a-t-on décidé de le maintenir durant toute cette période en prison ? Pourquoi a-t-on refusé de programmer le jugement de son affaire ? A-t-on peur que la vérité soit connue ? Aujourd'hui, la vérité doit couronner ce procès. Hassaïne Zemmouri n'a commis aucun crime. Tout plaide en sa faveur. Son seul tort, peut-être, est d'avoir répondu à l'appel de son pays. (...) Rendez-lui son honneur et celui de sa famille et laissez-le terminer ses jours dans la fierté», conclut l'avocat de la défense sur un ton qui a suscité une grande émotion. Aujourd'hui, l'affaire est de nouveau devant les juges. Un autre déballage ? Wait and see.

A. B.

## ÉDUCATION

# Bientôt un institut technologique pour chaque wilaya

En visite d'inspection et de travail dans la wilaya d'Oum-El-Bouaghi, Madame Benghabrit, ministre de l'Education nationale, a rencontré hier en fin de journée, au niveau de la grande salle des délibérations de l'APW, les cadres de son département.

La ministre est intervenue pour souligner les modestes résultats enregistrés par cette wilaya aux derniers examens.

Intervenant pour se défendre, les différents cadres ont essayé de minimiser les choses et ont imputé la responsabilité à certains de leurs collègues qui ont déstabilisé aussi bien le personnel pédagogique qu'administratif s'engageant à réaliser de meilleures performances aux prochaines échéances.

Hier, la délégation s'est rendue à Aïn Kercha, une localité située à l'ouest du chef-lieu de wilaya, où deux établissements scolaires, l'un du premier palier et l'autre du moyen, ont été visités.

Dans la même localité, M<sup>me</sup> la ministre s'est enquis de l'enseignement de la langue amazighe dispensée à l'école du 16-Avril, la seule en attendant la généralisation de cette langue à travers la wilaya. A Aïn Beïda, un établissement du secondaire a reçu la visite de la délégation où un point de presse a été improvisé par la ministre qui s'est appretée à répondre à une batterie de questions. Répondant à notre question sur la qualité du produit du secteur, la ministre nous a déclaré que les réformes sont en cours et son département s'attelle à doter le secteur de l'éducation de nouveaux instituts pédagogiques pour mieux armer les enseignants au plan pédagogique. A cet effet, M<sup>me</sup> Benghabrit a annoncé que chaque wilaya sera dotée d'un institut. D'autres points sont retenus au programme de la ministre, comme la visite de l'établissement de jeunes handicapés, ou encore l'inauguration d'un établissement du secondaire d'une capacité de 1 000 postes pédagogiques et 300 repas.

Moussa Chtatha